

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2026.04.R.102
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement des visites du 03/02/2025 et du 07/05/2025 relatives aux rejets atmosphériques de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly
- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de fertilisants azotés sur la commune de Grand-Quevilly.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets atmosphériques (1/2)	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
2	Valeurs limites des rejets atmosphériques (2/2)	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.7.1 du Titre 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé les non-conformités suivantes :

- **NC n°1** (TOUR DE LAVAGE UA2) : le rapport de mesure périodique n'est pas conforme aux dispositions réglementaires, car prend la forme d'un rapport QAL2 ;
- **NC n°2** (TOUR DE LAVAGE UA2) : il demeure une impossibilité d'obtenir un QAL2 conforme permettant d'étalonner l'AMS (sonde SICK) ;
- **NC n°3** (TOUR DE LAVAGE UA2) : la mesure obtenue pour les poussières d'ammonitrates excèdent significativement la valeur limite d'émission opposable ;
- **NC n°4** (U1203) : la mesure périodique du dioxyde de soufre (SO₂) est réalisée par un orga-

nisme disposant uniquement de l'agrément pour le prélèvement du SO₂ (10a) et il n'a pas pu être constaté si l'analyse était sous-traitée auprès d'un laboratoire disposant de l'agrément pour l'analyse du SO₂ (10b).

Il est à préciser que les non-conformités 2 et 3 proviennent, selon l'exploitant, d'une problématique de cristallisation dans la canne de prélèvement engendrant une surestimation consécutive à la captation d'ammoniac dans l'air ambiant. Des travaux sont toujours en cours par l'exploitant pour se conformer aux obligations relatives à la production d'une mesure périodique fiable et d'un étalonnage conforme pour son système de mesure en continu des émissions. L'inspection a ainsi demandé à l'exploitant de la tenir informée de l'évolution de ce sujet. L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant lors du prochain contrôle périodique de peser séparément les poussières d'ammonitrates provenant de la canne de prélèvement vis-à-vis des poussières ambiantes, pour comparer les résultats de ces dernières aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral cadre du site, dans l'attente qu'une solution pérenne soit trouvée à la problématique susmentionnée.

A titre subsidiaire, le dépassement des valeurs d'ammoniac pour le rejet U Décarb a fait l'objet d'une mise en demeure non échue, néanmoins l'inspection observe à ce jour que le dépassement demeure systématique.

L'inspection soulève toutefois que les travaux entrepris par l'exploitant pour résorber le sujet du différentiel significatif entre la mesure interne et la mesure par méthode de référence des poussières de la TOUR DE PRILLING ont convergé vers un écart acceptable malgré les difficultés inhérentes aux phénomènes physico-chimiques en jeu.

Un contrôle inopiné des rejets émis à l'atmosphère par la tour de prilling (conduit n°U1 PR) prendra place en 2026. La visite du 29 avril 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de s'assurer de l'absence d'entrave à l'intervention de l'organisme vérificateur sélectionné. Ce pres-tataire a effectué une visite préalable au contrôle inopiné le mardi 05 mai 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des rejets atmosphériques (1/2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2025
Prescription contrôlée :

Les rejets issus de chaque atelier doivent respecter les valeurs limites en concentration précisées dans les annexes respectives relatives à chaque atelier, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de référence de 3% pour l'émissaire U1203, 3 % pour UN7 et UN8, 6 % pour UDéc, 21 % pour UA2, 21 % UEG5, 21 % U1PR.

Par ailleurs, on entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites précisées dans les tableaux des annexes respectives.

Constats :

L'inspection a contrôlé la réponse aux demandes formulées lors de la précédente inspection.

Demande n°1 (Tour de prilling) :

L'inspection a demandé à l'exploitant de solliciter auprès de l'organisme de contrôle un argumentaire justifiant soit du caractère thermiquement stable de l'échantillon aux températures des différents traitements lors de l'analyse et du prélèvement ou proposer des températures compatibles pour ce type de produit (notamment températures de filtration et d'étuvage) avant le 30 juin 2025. Si le second cas était avéré, l'exploitant devait procéder à un nouveau contrôle périodique aux conditions garantissant l'intégrité de l'échantillon lors des opérations de mesurage.

L'exploitant a communiqué une réponse de l'organisme vérificateur le 08/07/2025 indiquant procéder à la baisse de la température d'étuvage à 80°C pour maintenir la stabilité des poussières d'ammonitrates.

Le prélèvement est réalisé par une sonde immergée non chauffée.

Une mesure périodique a été réalisée en octobre 2025 en même temps qu'une mesure par l'exploitant par barbotage.

Les mesures obtenues sont similaires avec un différentiel de l'ordre de 4 mg/Nm³.

L'inspection constate que la méthode de référence adaptée réalisée par l'organisme de référence permet d'obtenir des résultats acceptables.

La demande n°1 est satisfaite.

Demande n°2 (Tour de prilling) :

L'inspection a demandé à l'exploitant de repenser sa méthode datant des années 1990 d'analyse par barbotage du rejet des poussières de l'unité prilling. L'exploitant devait présenter le 30 septembre 2025 ses résultats et, le cas échéant, sa nouvelle procédure d'autosurveillance pour ce paramètre, accompagnée d'un plan d'échantillonnage et de maîtrise de l'incertitude. LAT NITROGEN devra éprouver sa nouvelle procédure d'autosurveillance parallèlement à la mesure annuelle de l'organisme agréé prévu en fin d'année.

L'exploitant a communiqué le 03/10/2025 une étude de sa méthode de barbotage ainsi que de la méthode de référence.

L'analyse met en avant un problème d'instabilité thermique des poussières dès 105°C. En effet, à 105°C 1,2% de la masse de poussière a été vaporisée. La perte est portée à 11,3% à partir de 140°C.

Ainsi, un étuvage à 80°C et un prélèvement sans sonde chauffée sont de nature à limiter le risque de sous-estimer la mesure obtenue.

L'exploitant a également réalisé un test de répétabilité concernant sa méthode de barbotage. L'écart type obtenu est inférieur à 2 mg/Nm³. Ces éléments sont de nature à objectiver le caractère stable et robuste de la méthode.

Comme précisé *supra*, les deux méthodes convergent avec un différentiel acceptable.

La demande n°2 est satisfaite.

Demande n° 3 (Tour de lavage UA2) :

Le rapport de contrôle issu de la campagne de mesure de juin 2025 devait faire l'objet d'une transmission par l'exploitant à l'inspection des installations classées dès réception.

Non-conformité n°1 : l'exploitant a présenté un rapport QAL2 valorisé comme un rapport de mesure périodique. La forme n'est pas conforme. Il est donc demandé à l'exploitant soit de rendre les mesures réalisées lors du QAL2 sous accréditation dans un rapport de mesure périodique si les éléments sont conformes aux normes applicables en la matière, soit de réaliser une mesure périodique.

Non-conformité n°2 : Egalement, il demeure une impossibilité d'obtenir un QAL2 conforme permettant d'étalonner l'AMS (sonde SICK)

Non-conformité n°3 : l'inspection a procédé, malgré tout, au contrôle des éléments présentés dans le rapport QAL2. Il est constaté une valeur obtenue par méthode de référence (SRM) pour les poussières de l'ordre de 855 mg/Nm³, pour une valeur limite d'émission fixée à 40mg/Nm³.

L'organisme vérificateur, présent lors du contrôle, et l'exploitant ont indiqué à l'inspection que la valeur exceptionnellement élevée est une valeur aberrante consécutive à un problème de cristallisation des poussières chargées en ammoniac dans la canne de prélèvement.

En effet, les conditions de la matrice de fumée et la saturation des poussières engendrent un dépôt de cristaux dans la canne avant et pendant le prélèvement. Le rinçage des cannes de prélèvement engendre une cristallisation des poussières ambiantes qui s'ajoutent à la mesure lors de la pesée de la solution rincée.

L'inspection a demandé s'il était possible d'estimer la part de cet apport extérieur à la mesure afin d'éventuellement pouvoir la déduire de la mesure finale. Cette estimation apparaît, selon l'exploitant, difficile car soumis à un risque de forte variabilité.

L'organisme vérificateur a proposé un protocole d'essais pour déterminer une méthode qui puisse éventuellement limiter le risque de parasites. Les essais ne sont à ce jour pas encore planifiés.

En parallèle, l'exploitant a proposé à son laboratoire de ne pas rincer les cannes entre les mesures afin de maintenir l'équilibre thermodynamique de cristallisation et éviter d'apporter des poussières supplémentaires tout en réduisant les durées de mesure à une dizaine de minute pour éviter une perte de charge faisant échouer le test d'isocinétisme. L'organisme a répondu que le rinçage de la canne était une composante non dérogeable pour rendre un QAL2 sous accréditation ou une mesure périodique également sous accréditation. Le rendu d'un QAL2 sous accréditation est rendu obligatoire par les dispositions réglementaires s'imposant à l'établissement.

L'inspection soulève, après la visite, la question de savoir si une ventilation entre la part mesurée sur filtre et la part mesurée lors du rinçage est réalisée afin de contrôler s'il existe réellement un risque de dépassement de la valeur limite d'émissions en poussières par la simple lecture de la fraction mesurée sur filtre.

La demande n°3 n'est pas satisfaite.

Demande n° 3

En parallèle des démarches entreprises avec l'organisme vérificateur régulier, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir sollicité le fournisseur de la sonde SICK et son partenaire pour les QAL2, à savoir GINGER, pour trouver une solution quant à l'impossibilité actuelle de réaliser un QAL2 conforme. Une démarche est engagée pour juin 2026. Un point d'avancement sera transmis à l'inspection **avant fin juin 2026.**

Demande n° 3.1 :

L'exploitant demandera à l'organisme vérificateur **sous 15 jours** de se rapprocher du laboratoire d'analyse pour obtenir la fraction de poussières mesurée dans l'eau de rinçage et la fraction mesurée sur filtre et transmettra les résultats à l'inspection **avant fin juin 2026**.

Demande n° 3.2 :

L'exploitant devra tenir informée l'inspection **avant fin juin 2026** de la date de planification des prochains essais de l'organisme vérificateur et transmettra les résultats et conclusions associés dès réception.

En tout état de cause dès lors qu'un QAL2 conforme est produit, ce dernier devra être communiqué à l'inspection.

Demande n° 3.3 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant lors du prochain contrôle périodique de peser séparément les poussières d'ammonitrates provenant de la canne de prélèvement vis-à-vis des poussières ambiantes. L'inspection sera particulièrement attentive aux résultats obtenus dans cette seconde catégorie, comparativement à la VLE fixée par l'arrêté préfectoral cadre site.

Demande n° 4(Tour de lavage UA2)

L'inspection des installations classées a demandé à ce que tout futur rapport d'analyse par l'organisme agréé fasse l'objet d'un chapitre décrivant l'appareil de mesure étalonné avec son numéro de série afin de s'assurer de quelle sonde il est question.

L'exploitant a communiqué le dernier rapport QAL2 également analyse *supra* qui précise bien la référence de l'AMS visé. Cela n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'inspection.

La demande n°4 est satisfaite.

Demande n°5(Tour de lavage UA2)

L'inspection des installations classées a demandé que lui soit fourni avant le 30 septembre 2025 le positionnement du fournisseur sur la compatibilité de la sonde à la gamme pour laquelle elle est employée, à savoir 0 à 40 mg/Nm³. De même, l'exploitant devait transmettre l'avis de son fournisseur sur la compatibilité de la sonde pour le type de poussières pour lesquelles elle est employée, à savoir des poussières d'ammonitrates.

L'exploitant a communiqué le 03/10/2025 l'argumentaire de son fournisseur concernant la concep-

tion appropriée de son équipement aux conditions de la matrice de fumée de l'émissaire en question.

La démonstration du fournisseur n'appelle pas de remarques supplémentaires de la part de l'inspection. L'AMS est donc adapté au cas d'espèce.

La demande n°5 est satisfaite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites des rejets atmosphériques (2/2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.2.5 du Titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2025

Prescription contrôlée :

Les rejets issus de chaque atelier doivent respecter les valeurs limites en concentration précisées dans les annexes respectives relatives à chaque atelier, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de référence de 3% pour l'émissaire U1203, 3 % pour UN7 et UN8, 6 % pour UDéc, 21 % pour UA2, 21 % UEG5, 21 % U1PR.

Par ailleurs, on entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites précisées dans les tableaux des annexes respectives.

Constats :

Demande n° 6 (émissaire Udecarb)

L'exploitant devait transmettre à l'inspection des installations classées une semaine après le redémarrage effectif de l'unité de production d'ammoniac AM2 les résultats d'autosurveillance des rejets d'ammoniac au droit de l'émissaire U Décarb.

L'exploitant a communiqué les résultats par courriel du 17/06/2025 mettant en avant un dépassement d'une moyenne aux alentours de 2,5 g/Nm³ sur la période considérée.

La demande n°6 est satisfaite.

Demande n°7 (émissaire U1203)

L'inspection des installations classées a demandé à ce que lui soit transmis avant le 30 juin 2025 les résultats de l'autosurveillance de l'exploitant et du contrôle périodique d'un organisme agréé du dioxyde de soufre (SO₂) au droit du conduit U1203.

L'exploitant a communiqué un rapport de mesure périodique du SO₂ réalisée par MÜLLER-BBM du 10/04/2024. La valeur indiquée est de 14,1 mg/Nm³.

Non-conformité n°4 : l'inspection constate cependant que l'organisme n'a l'agrément que pour le prélèvement (10a), et non pour l'analyse (10b). Le rapport ne précise pas si l'analyse a été réalisée par un autre laboratoire qui posséderait l'agrément pour l'analyse. En tout état de cause, sans élément supplémentaire, il est présumé que la mesure n'est pas rendue sous accréditation.

Dès lors la demande n° 7 n'est pas satisfaite.

Demande n° 7.1

L'exploitant doit demander auprès de MÜLLER-BBM si l'analyse du SO₂ est sous-traitée et dans la positive de confirmer que ce dernier a l'agrément requis pour l'analyse (10b). Dans le cas contraire, l'exploitant devra réaliser une mesure périodique rendue sous accréditation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 27/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Constats :

Demande n°8 :

L'exploitant devait transmettre à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2025 le rapport d'incident relatif à l'événement du 29 avril 2025 comprenant les éléments listés à l'article 2.7.1 du Titre 2 de l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022.

Le rapport d'incident a été communiqué par courriel du 08/07/2025 comportant les éléments demandés par la disposition visée au présent point de contrôle.

L'exploitant a indiqué qu'aucun autre site ou unité ne partageait les caractéristiques ayant engendrés l'incident de rejets d'oxyde d'azotes.

L'inspection a contrôlé la mise en place des actions identifiées par le rapport d'incident. Par courrier électronique du 06 mai 2026, l'exploitant a transmis à la demande de l'inspection l'état de réalisation des actions identifiées. Des documents transmis, il ressort que ces dernières ont bien été réalisées.

La demande n°8 est satisfaite.

Type de suites proposées : Sans suite